

Huang Chi-ping

En 2013, le slogan national du « rêve chinois », tel qu'adopté par le Président Xi Jinping, a continué d'être un thème important des directives politiques et de leur mise en œuvre par le gouvernement. Wang Zhengwei, en charge de la Commission Chinoise aux Affaires Ethniques, a présenté ce slogan comme un « rajeunissement national, une amélioration des conditions de vie, de la prospérité, la construction d'une meilleure société et un renforcement militaire »¹.

Le projet de « rajeunissement national », ainsi que les autres thèmes clés du slogan, ont été soutenus par les médias chinois et les membres du gouvernement. L'attention des observateurs sera donc portée sur les rapports de sa mise en œuvre par le gouvernement chinois et sur les « résultats brillants » de la politique envers les ethnies minoritaires².

Dans une interview donnée en mars 2013, Wang Zhengwei annonça : « aux racines du « rêve chinois » se trouve le rêve commun des 56 groupes ethniques de la République. C'est le rêve des habitants des régions ethniques minoritaires que de s'unir à la nation toute entière, d'encourager le développement économique et de renforcer la classe moyenne de notre société. C'est un rêve d'unité pour les 56 groupes ethniques qui travaillent ensemble, comme des frères, au sein de notre grande famille »³.

La déclaration de Wang, significative, a confirmé que le « rêve chinois » était au cours de l'année passée devenue le concept central des directives politiques de l'Etat quant aux affaires ethniques. Le concept fut appliqué pour encourager et développer l'économie locale dans les régions à minorité ethnique.

Afin que les groupes ethniques minoritaires parviennent au « rêve chinois », le gouvernement a décrété deux programmes-clé en 2013. L'un fut la continuité du programme « Soulagement de la pauvreté par le développement économique », l'autre fit la promotion de l'« Unité Nationale pour les Populations Ethniques Minoritaires »⁴.

Le gouvernement chinois s'est targué d'avoir commissionné les travaux de soulagement de la pauvreté et de développement économique dans les régions à minorité ethnique. Il s'est fixé un mandat pour augmenter le rythme d'éradication de la misère dans ces régions, et approcher leur niveau de vie de celui de la classe moyenne.

L'attention portée au « soulagement de la pauvreté » a été discutée lors de la quatrième conférence de travail chinoise sur les projets d'« assistance par paire » soutenant les

¹ Entretien avec Wang Zhengwei rapportée par l'Agence Xinhua News, 19 mars 2013.

² Rapport "Important development and news of the year in ethnic minority regions" [Important développement et nouvelles de l'année dans les régions à minorité ethnique], première page du China Minzu Daily Newspaper daté du 14 Janvier 2014.

³ Interview avec Wang Zhengwei, *op.cit.*

⁴ "Poverty Alleviation Projects" [Projets de baisse de la pauvreté], China Agriculture News Network, 30 Décembre 2013 (<http://www.ntv.cn/a/20131230/15156.shtml>)

régions autonomes Ouïgoures du Xinjiang, et qui s'est tenue à Beijing en septembre⁵. Yu Zhengsheng, un haut conseiller du gouvernement, a affirmé que le développement et la stabilité du Xinjiang faisait encore face à des challenges, et que la région autonome nécessitait l'aide du reste de la nation. Selon Yu, « le gouvernement central va prendre des mesures qui incluent l'amélioration de l'emploi et de l'éducation, dans le but de dynamiser le développement du Xinjiang. Davantage d'opportunités d'emploi devraient être créées pour les habitants de la région, en particulier pour ceux vivant dans sa partie sud ».

Yu et d'autres officiels ont souligné le nombre de décisions politiques prises en faveur du Xinjiang, telles que le soutien à l'éducation au moyen de cours bilingues et professionnels, l'amélioration de la possibilité donnée aux habitants à devenir entrepreneurs, l'encouragement aux investissements privés et l'incitation à partir chercher du travail dans d'autres régions de Chine.

Afin de promouvoir « l'Unité Nationale des Minorités ethniques », le Conseil d'Etat chinois a édicté les « Recommandations pour l'Unité Ethnique et le Progrès des Unités Modèles et des Individus »⁶. Cinq cérémonies de recommandation se sont tenues depuis 1988, et le gouvernement considère qu'elles encouragent l'union entre ethnies et les actions positives au sein de la société.

Le programme de recommandations a été codifié et standardisé en vue de pouvoir évaluer les progrès réalisés dans le cadre de l'unité ethnique. Dans l'ensemble, trente-cinq « unités modèles » de Chine ont été sélectionnées pour ce programme en 2013. Certaines d'entre elles étaient basées dans des villages, des écoles et des entreprises des régions à minorité ethnique, tandis que d'autres l'étaient au sein d'agences du gouvernement, au niveau des préfectures et des provinces.

Protestations des minorités ethniques

Contrastant avec les résultats présentés par le tandem de programmes « Soulagement de la pauvreté par le développement économique » et « Unité Nationale pour les Populations Ethniques Minoritaires » du Gouvernement Chinois, les observateurs et les médias ont rapporté de nombreux cas de protestations et de manifestations publiques de la part des groupes ethniques minoritaires tout au long de l'année. Ces incidents ont révélé combien les minorités ethniques et les droits de l'homme ont été sacrifiés par le gouvernement chinois dans le but de préserver la stabilité sociale et l'unité ethnique. Les observateurs des affaires ethniques chinoises ont pointé quatre zones principales de conflit et de protestation de la part des populations ethniques minoritaires en 2013.

Violente répression des protestations

Suite aux importantes émeutes qui se sont produites à Urumqi, capitale du Xinjiang, le 5 juillet 2009, les mesures et la répression violente du gouvernement chinois visaient à « préserver la stabilité sociale du Xinjiang ». Toutefois, émeutes et protestations se sont accrues dans les régions. Entre mars et décembre 2013, celles-ci se sont produites de plus en plus fréquemment. Des troubles violents ont eu lieu à Kashgar, Hotan et Kurla,

⁵ Agence Xinhua News, 24 Septembre 2013.

⁶ Première page du China Minzu Daily Newspaper daté 5 mars 2013.

dans le sud du Xinjiang, ainsi qu'à Turfa, dans l'est. Ceci démontre l'échec de la politique gouvernementale dans la préservation de la stabilité sociale.

Au cours des années précédentes, la politique gouvernementale envers les populations ethniques minoritaires était davantage tolérante, et la répression violente plus sporadique. Désormais, le gouvernement chinois présente la population ouïghoure du Xinjiang comme ayant des liens directs avec les « groupes terroristes internationaux ». Sur la base de telles allégations, le gouvernement a mené une répression violente et développé des mesures répressives dans la région. Les autorités mettent en avant le fait que le danger principal pour le Xinjiang proviendrait de son « mouvement séparatiste et d'activités religieuses illégales ». Cette logique divise alors deux groupes ethniques – les habitants originaux du Xinjiang d'une part, et les immigrants chinois Han de l'autre, créant antagonisme et confrontation entre eux.

Mainmise sur les terres

De nombreux conflits et troubles survenus ces dernières années dans les différentes régions de Chine ont pour origine l'accaparement de terres. La plupart de ces troubles provient des gouvernements locaux, qui exproprient par la force des personnes de leur terre afin de développer des projets au nom de l'intérêt public. Dans d'autres cas, la minorité ethnique a été flouée par les officiels du gouvernement qui, au moyen de pratiques frauduleuses, ont vendu la terre à bas prix. Les derniers cas impliquent l'expropriation illégale effectuée par des conglomérats financiers.

En Mongolie Intérieure, une émeute de grande ampleur avait éclaté suite à des désaccords sur la terre en mai 2011. L'année 2013 a elle aussi connu de nombreuses protestations et de violentes perturbations dans toute la région. Un incident s'est produit en mai dans la ville de Chifeng, dans la province d'Ongnuud Khoshuu, des accrochages ont eu lieu entre la minorité ethnique mongole et les Han chinois. Les disputes concernaient les délais de location de la terre⁷. Un autre incident s'est produit dans la préfecture de Xilin God en juillet, où des protestations violentes ont été menées par des douzaines de bergers mongols⁸. Ceux-ci avançaient que leurs pâturages traditionnels étaient désormais illégalement occupés par de puissants officiels et businessmen.

Les problèmes concernant la terre dans la région autonome de Mongolie Intérieure révèlent le traitement injuste qu'inflige le gouvernement aux minorités ethniques locales. Certains cas mettent en cause les gisements miniers et les exploitations de ressources naturelles (dont résultent pollution et dégradation de l'environnement), qui ne concèdent souvent aucune retombée économique aux résidents locaux. Les mouvements de protestation des Mongols ethniques sont leur seul moyen de se voir rendre justice et de recevoir une compensation équitable.

⁷ Yang Fan, nouvelles sur Radio Free Asia, le 6 Mai 2013 (<http://www.rfa.org/mandarin/yatai-baodao/shaoshuminzu/nm-05062013101325.html>).

⁸ He Ping, nouvelles sur Radio Free Asia, le 22 Juillet 2013 (<http://www.rfa.org/mandarin/yatai-baodao/shaoshuminzu/jz-07222013150056.html>).

Restrictions de la liberté de culte, de la langue et des traditions

En même temps que durcit cette politique d'étouffement avec le but de préserver la stabilité sociale, le gouvernement chinois restreint par ailleurs les activités religieuses des populations ethniques minoritaires, l'usage de leur langue maternelle et leurs pratiques traditionnelles. Dans les régions tourmentées du Xinjiang, les autorités continuent de considérer avec suspicion et circonspection les Ouïghours musulmans et d'autres groupes ethniques. Des lois ont été imposées dans le but de limiter les pratiques religieuses traditionnelles des musulmans. A titre d'exemple, les femmes devraient selon la coutume porter en public un voile leur couvrant la tête et une partie du visage. Le gouvernement chinois a banni cette pratique, tout comme celle pour les hommes de jeûner ou de porter une barbe lors du Ramadan⁹. D'autres mesures concernent l'interdiction de l'éducation bilingue à l'école, et l'on peut citer la directive implicite de « n'accepter aucun membre d'une minorité ethnique pour les emplois administratifs ».

L'une des priorités actuelles de la politique du gouvernement est d'ouvrir les régions de l'arrière-pays chinois au développement économique, et d'élever le niveau de vie des populations minoritaires. Néanmoins, avec les initiatives régies par le gouvernement, la plupart des retombées économiques ne profitent ni aux habitants de la région, ni à ses minorités ethniques. Au contraire, de nouvelles restrictions sont imposées à ces dernières, placées en outre sous surveillance. Comme il a été mentionné plus haut, le déni des proclamations de mécontentement a débouché sur une fréquence accrue des conflits et des protestations.

Développement touristique

Au cours des deux dernières décennies, l'industrie touristique chinoise a connu un fort développement de son marché intérieur. Les communautés ethniques minoritaires et les entreprises sont attirées par cette activité économique afin d'augmenter les revenus de leurs régions. Mais le développement incontrôlé du tourisme a conduit à une diminution des ressources et à un surdéveloppement des terrains à construire et des projets infrastructurels. En outre, le modèle chinois de l'industrie du tourisme a eu un impact très négatif, dont une forme d'exploitation pouvant être qualifiée de « néo-colonialisme par le tourisme ».

L'arrivée du commerce s'est accompagnée de la destruction et de la corruption des traditions et de la culture des groupes ethniques minoritaires. Le cas le plus célèbre est celui des Naxi dans la cité ancienne de Lijiang, située dans la Province du Yunnan. Lijiang a été le premier site de Chine à être sélectionné par l'UNESCO sur la base de son architecture, de son héritage culturel et des pratiques traditionnelles encore vivaces de ses habitants indigènes, les Naxi, pour intégrer le Patrimoine Mondial de l'Humanité. Cependant, le développement économique incontrôlé et la commercialisation de Lijiang ont récemment conduit à de sérieuses dégradations. L'UNESCO a observé de près la situation, et a fait émerger un doute quant au maintien de Lijiang en tant que site du Patrimoine Mondial.

⁹ Yang Fan, nouvelles sur Radio Free Asia, le 13 Novembre 2013 (<http://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shaoshuminzu/nu-11132013145707.html>).

De telles configurations se mettent en place dans d'autres villes et quartiers pittoresques à travers toute la Chine, littéralement pris d'assaut par le développement économique et le tourisme. Dans la région du Tibet et dans les provinces voisines qui comptent des communautés tibétaines, le gouvernement chinois a entrepris un certain nombre de projets de construction d'infrastructures publiques, dont la plupart ne relèvent pas du style traditionnel tibétain. En 2013, l'attention a été focalisée sur Barkhor Street, une rue de la capitale du Tibet Lhassa. Elle traverse l'un des derniers quartiers de la ville dont les éléments culturels et architecturaux originaux sont préservés.

Barkhor Street est une destination populaire, aussi bien pour les locaux que pour les voyageurs étrangers. Des projets de démolition des anciens bâtiments ont toutefois été engagés en vue de faire de nouvelles constructions, et le gouvernement chinois n'a pas respecté les souhaits des résidents ni reconnu leurs droits. Il en résulte que de nombreux habitants tibétains ont été relogés ailleurs par la force¹⁰. Le développement de Barkhor Street vise à répondre à la demande des touristes et des tour-operators. Les populations ethniques minoritaires prennent cela comme une mode très inquiétante, dans la mesure où une telle approche menace directement leur culture et leurs pratiques traditionnelles.

Dans leur détermination à donner corps au « rêve chinois », les hommes d'état ont estimé que le moyen le plus rapide et efficace était d'augmenter la prospérité, et par là-même sont parvenus à engranger les bénéfices qui en découlent. Au-delà se trouve l'effet supposé de préservation de la stabilité sociale, l'une des préoccupations majeures de la politique ethnique de ces dernières années. Toutefois, ces politiques sont imprégnées de chauvinisme Han, et obligent les minorités ethniques à se conformer aux points de vue et aux pratiques de cette population majoritaire. Cette dernière ne reconnaît ni ne respecte la culture et les traditions des minorités ethniques. Le gouvernement chinois ne prête attention qu'aux gains financiers à court terme, violant et sacrifiant les droits de ces populations. Le résultat d'une telle politique est l'exact opposé de la stabilité sociale : elle cause davantage de problèmes et d'agitations dans les régions à minorité ethnique.

Huang Chi-ping est professeure associée au Département d'Ethnologie de l'Université Nationale de Cheng-Chi à Taiwan, où elle enseigne et mène ses recherches sur les Yi, l'un des groupes ethniques minoritaires de Chine. Son champ de recherches s'appuie principalement sur l'Ethnographie et la Littérature locale. Elle est éditrice du journal *Aboriginal Education World*.

Son article a été traduit du chinois par **Jason Pan**, Directeur de l'organisation activiste en faveur des droits des indigènes « TARA Ping-Pu », et ancien membre du conseil exécutif du Pacte des Peuples Indigènes d'Asie (AIPP). Jason est lui-même Pazehe, l'un des groupes du bas Ping-Pu, et est originaire du village de Liyutan, dans la province de Miaoli.

Source : *IWGIA Indigenous World 2014*
Traduction de l'anglais par **le GITPA**

¹⁰ Dan Zhen, nouvelles sur Radio Free Asia, le 13 Mai 2013 (<http://www.rfa.org/mandarin/yatai-baodao/shaoshuminzu/dz-05132013163317.html>).